

TEXTE D'ORIENTATION présenté par la

section de MARSEILLE

- : - : - : - : -

ESQUISSE D'UNE ORIENTATION POUR UNE RELANCE DES E.S.U.

Le présent texte d'orientation est approuvé, signé et présenté à la discussion préparatoire à la 9ème C.N.E. par la section E.S.U. de Marseille. Ce qui ne veut pas dire qu'elle soit seule à l'avoir rédigé. Ce texte a en effet été élaboré par des responsables de plusieurs sections E.S.U. de Paris comme de province; mais les délais fort courts de préparation de cette C.N.E. n'ont pas permis de le faire discuter par ces sections avant l'envoi au S.N.E. Pour les mêmes raisons, quelques textes complémentaires pourront ensuite être envoyés aux sections ou simplement présentés à l'ouverture de la C.N.E.

Cela dit, ce texte présente deux caractères fondamentaux : le premier est de vouloir redonner à l'ensemble des préoccupations des E.S.U. une cohérence qui nous manquait jusqu'alors en les replaçant dans un cadre général d'action et de réflexion ; on a trop vu en effet jusqu'à présent des textes parcellaires servir de base de discussion aux E.S.U. sans que soient posés les problèmes d'une pratique politique révolutionnaire, ou de notre insertion dans l'action du parti. Le second caractère est une volonté de lucidité dans la description de nos possibilités d'action en fonction de la réalité même du mouvement : nous ne craignons pas chaque fois que cela est nécessaire de faire une autocritique d'autant plus utile que l'on a trop constaté au niveau national une atmosphère d'auto-satisfaction permanente ne correspondant on rien à cette réalité.

C'est pourquoi aussi, il n'est ni complet, ni définitif ; ni complet bien sûr car le temps nous a manqué pour approfondir un certain nombre d'analyses dont certaines par ailleurs ne font que commencer ; ni définitif car nous espérons que les sections rectifieront les erreurs ou mettront en lumière les points litigieux.

Mais pour ne pas reproduire les débats désordonnés de la précédente C.N.E., nous demandons à l'ensemble des sections

de se prononcer par un vote sur la prise en considération de ce texte comme base de travail de la C.N.E., notamment pour la répartition en commissions. Au cas où cette prise en considération serait votée, lors de l'adoption à l'ouverture de la C.N.E. de son ordre du jour, les débats pourraient aboutir soit à un vote sur le présent texte amendé ou refondu, soit au vote d'une motion d'orientation générale se référant à un certain nombre de textes particuliers. En tout état de cause et pour rompre avec une tradition qui semble s'instaurer depuis un an, il faut que cette 9ème C.N.E. aboutisse à la définition d'une orientation et à l'élection démocratique d'une direction qui l'applique, conditions "sine qua non" d'un nouveau départ des E.S.U.

INTRODUCTION : D'UNE C N.E. A L'AUTRE

Plus de quatre mois se sont écoulés depuis la 8ème C.N.E. Nous estimons qu'il n'est pas inutile d'analyser rapidement ce que sont devenus les E.S.U. durant cette période.

1°) Cette C.N.E. était la première d'après la reconstitution des E.S.U. ; elle aurait donc dû marquer une étape dans le développement du mouvement et le début d'un nouvel essor ; or, à ce jour "sur près de quarante sections, 17 ont une existence réelle et un développement satisfaisant, 2 sont en redémarrage, 6 posent des points d'interrogation, 2 présentent de graves difficultés et 8 sont moribondes" (compte-rendu du C.P.E. du 29 Mars 1968). Le moins que l'on puisse dire est que nous sommes loin d'une implantation suffisante et qu'il n'y a pas de raisons de penser que cela puisse changer (la situation était à peu près le même il y a 2 ans) sans changements profonds.

2°) C'est qu'en effet ce développement insuffisant correspond à un certain nombre de carences politiques de notre part : nous les analysons notamment dans les 5ème et 6ème parties du présent texte car nous pensons qu'il est insuffisant de dire que nos difficultés proviennent des ambiguïtés du Parti, l'absence quasi totale, sauf en quelques endroits de liens entre les E.S.U. et le Parti, rend cette explication non crédible, si elle est seule. Pour le reste, l'absence ou l'insuffisance de la formation, le manque de cadres d'un mouvement qui se renouvelle trop et trop vite, l'absence de direction nationale apte à déterminer une ligne politique, l'hétérogénéité des sections et leur incapacité, pour un certain nombre, à assumer le choix de l'engagement universitaire, ont eu pour résultat l'incapacité des E .S .U. à apparaître sur le plan national, comme une organisation politique d'avant-garde susceptible d'impulser des luttes en milieu étudiant. Ceci était valable pour la C.N.E. de Décembre ; rien n'a changé depuis et nous pensons que le développement possible des luttes à .../...

la rentrée universitaire prochaine rend urgent le redressement de la situation.

3°) Ce n'est pas à nous à présenter un rapport d'activités sur les mois écoulés. L'expérience de la C.N.E. nous ayant appris cependant en ce domaine que la direction nationale avait une fâcheuse tendance à ne présenter un rapport moral que lorsque la base des E.S.U. l'y poussait, (il est bon de dire à ce sujet que le rapport moral a été "adopté" par 207 pour, 24 contre, 93 abstentions et 175 refus de vote !); nous voudrions cependant rappeler deux faits qui nous paraissent marquants :

- l'exploitation des débats de la C.N.E. n'a pu se faire comme prévu en vue de celle-ci et ce pour deux raisons : la première étant que le S.N.E. n'a envoyé aucun compte-rendu (ni quant aux débats, ni même quant aux textes adoptés) et que nous attendons toujours l'article annoncé par T.S. (n° 353) ; la deuxième étant que le contenu même des textes présentés à la dernière C.N.E. ne permettrait en rien une telle exploitation,, notamment en ce qui concerne le texte universitaire.

- Le S.N.E. élu s'est avéré presque immédiatement incapable d'assurer la direction du mouvement ; il en a tiré des conclusions devant le Comité Politique Etudiant du 29 Mars. Sur l'absence quasi totale d'information à ce sujet (notamment à propos de la démission du secrétaire national), plusieurs notes émanant notamment du bureau de la section droit-sciences-éco de Paris et de plusieurs membres du C.P.E. ont dû faire le point devant l'ensemble des camarades ; c'est pourquoi nous n'y revenons pas. Mais il faut noter que cela a correspondu à une absence quasi totale d'activités du S.N.E. sur le plan national et corollairement à une atonie complète du Comité Politique Etudiant (ce dernier ne s'est réuni que deux fois en 4 mois au lieu d'un week-end par mois et n'a en rien assuré la direction politique du mouvement).

En conclusion, nous pouvons dire que les mois écoulés ont accentué la double nécessité

- de resituer les E.S.U. dans le cadre général d'intervention du Parti (c'est pourquoi aussi bien dans le domaine international que dans le domaine universitaire, il ne s'agit pas de développer largement les analyses mais simplement de fixer les axes de notre comportement) ;

- de réorganiser le mouvement en vue des luttes à venir.

C'est dans cet esprit que seront abordés les points suivants :

.../...

I - Place de nos luttes dans la lutte mondiale contre l'impérialisme

II - Contribution de nos luttes contre le capitalisme européen.

III - Nature et rôle du PSU.

IV - L'Université, secteur privilégié d'intervention.

V - Les E.S.U. et le Parti.

VI - Pour une organisation efficace et démocratique.

I - PLACE DE NOS LUTTES DANS LA LUTTE MONDIALE CONTRE L'IMPERIALISME.

Le capitalisme moderne est caractérisé par la domination de quelques grandes unités économiques, tant sur le plan national qu'international. L'exploitation du prolétariat des pays capitalistes industrialisés et celle des peuples des pays dominés est pour le principal le fait des mêmes firmes. En effet, la concentration, déjà poussée dans les pays développés, l'est nettement plus en ce qui concerne leurs investissements extérieurs. Cette exploitation se produit grâce à la complicité des bourgeoisies nationales malgré leurs oppositions internes du fait de la dépendance dans laquelle se tiennent certaines d'entre elles à l'égard de celles des économies dominantes : à cet égard, les bourgeoisies des pays sous-développés sont dans une situation de dépendance prononcée et celle des pays développés tendent à l'être à l'égard du capitalisme américain. Celui-ci s'introduit dans les secteurs de pointe et développe son contrôle des économies capitalistes étrangères grâce à son avance technologique et sa capacité financière. De plus, les Etats-Unis peuvent par exemple se permettre d'acheter à l'étranger des entreprises ayant des relations commerciales avec Cuba et complètent ainsi leur blocus à partir des autres pays capitalistes.

Il en résulte une solidarité objective des luttes contre le capitalisme et la nécessité de les lier dans une stratégie globale pour répondre à une offensive délibérée et priver l'impérialisme de l'initiative. Les forces réactionnaires s'efforcent de briser cette solidarité en mettant l'accent sur des oppositions d'intérêt entre travailleurs des pays développés et des pays sous-développés et en misant sur les réactions racistes et xénophobes.

.../...

Face à cette situation, il faut une stratégie d'ensemble des forces révolutionnaires qui luttent contre le néo-capitalisme et l'impérialisme. Deux stratégies sont proposées aujourd'hui :

- thèse soviétique : la politique de co-existence pacifique : c'est dans le développement de l'économie des pays socialistes, dans le caractère exemplaire de leur édification que se trouve la contribution la plus importante à l'affaiblissement du capitalisme mondial. C'est en augmentant sa productivité, c'est en dépassant le niveau de vie des Etats-Unis que l'Union Soviétique aidera le plus efficacement les autres forces révolutionnaires dans le monde. (la classe ouvrière des pays capitalistes avancés et les mouvements de libération nationale) cf. Manuel Bridier n° 25 de la R.I.S.

On peut répondre sur quatre points :

- le modèle soviétique de développement socialiste n'exerce pas un attrait irrésistible et ne le fera pas avant une période assez lointaine ;
- ce modèle ne peut s'appliquer à tous les autres pays ;
- cette politique peut conduire à sacrifier des possibilités réelles de prise du pouvoir par les organisations révolutionnaires (ex. attitude du P.C. pendant le Front Populaire) ;
- elle laisse les mouvements révolutionnaires sur une position défensive, alors que les conditions de la prise du pouvoir peuvent être créées par une stratégie offensive.

- thèse chinoise : l'encercllement des pays capitalistes : la contradiction fondamentale est aujourd'hui entre pays capitalistes développés et pays sous-développés. La lutte victorieuse contre l'impérialisme entraînera forcément la chute du capitalisme. Cette lutte est donc avant tout entre les mains des peuples des pays sous-développés et des minorités nationales des pays capitalistes développés et la seule voie est le soutien à ces luttes.

Mais, d'une part, si le Viet-nam donne un exemple de lutte avancée contre l'impérialisme, il n'en est pas partout de même loin de là, et le niveau de développement des luttes est très inégal dans les pays dominés. D'autre part, si le capitalisme finit par être réduit à se replier sur sa base actuelle, il le sera par une série de défaites, s'échelonnant sur une période dont on ne peut pas prévoir la durée, mais qui sera vraisemblablement longue. Enfin, le néo-capitalisme possède des capacités d'adaptation face à la perte de ses débouchés extérieurs (contrôle des mécanismes de l'économie,

.../...

consommation de masse) et des sources de matières premières (possibilité toujours ouverte de substitution), le capitalisme moderne paraît apte à trouver un équilibre intérieur.

Cependant ce repli ne peut se faire sans heurts et sans risques pour le système et peut entraîner une aggravation des contradictions internes (problèmes posés par l'évolution des structures, rôle déterminant de l'état, coûts croissants et exploitation intensifiée, réactions à des défaites successives).

La possibilité de luttes menées par les minorités nationales exploitées doit être retenue, mais ne paraît pas pouvoir être déterminante. Le système capitaliste est incapable de résoudre les problèmes de ces minorités et seule une solution politique modifiant les rapports de production peut permettre à une catégorie sociale particulièrement défavorisée de sortir de son ghetto. Mais celles-ci se heurtent au système répressif de l'état bourgeois et au racisme des autres travailleurs. Le rapport des forces est en leur défaveur tant qu'elles ne donnent pas un contenu politique à leur revendication, permettant le ralliement de tous ceux ayant intérêt à cette lutte.

Ces deux stratégies s'appuient sur trois forces révolutionnaires, mais proposent au prolétariat des pays capitalistes développés d'attendre des solutions de l'extérieur et d'y subordonner leur lutte.

En fait aucune priorité ne peut être définie de manière absolue et définitive. Ces trois forces mènent une lutte commune mais variable dans ses modalités. Il faut que leurs actions convergentes soient liées, mais leur résultat respectif n'a pas d'influence mécanique sur les autres. Ce qui détermine une priorité, c'est le champ dans lequel on se situe. Dans les pays capitalistes industrialisés, il y a une lutte directe à mener contre le capitalisme "local", accompagnée d'un soutien aux autres forces révolutionnaires. Ainsi le champ d'action déterminé permet-il la participation effective à une offensive généralisée contre le capitalisme mondial.

Concrètement, quels sont les points sur lesquels peut porter notre action ?

- lutte intérieure contre le néo-capitalisme
 - lutte contre la domination américaine économique culturelle et les liens militaires
 - lutte contre le colonialisme français : soutien aux forces visant à une indépendance réelle des pays dépendant
- .../...

de la France

- lutte contre le néo-capitalisme français et européen : dénonciation de l'exploitation des pays dominés, définition d'une politique de coopération et de solidarité socialiste
- en ce qui concerne les travailleurs étrangers, notre tâche est d'expliquer qu'ils sont victimes de la même exploitation que les travailleurs français, de dénoncer l'idée d'une responsabilité des immigrés dans les problèmes des travailleurs (chômage), et d'intégrer la défense de leurs intérêts à celle des autres travailleurs (sécurité et conditions d'emploi, conditions de vie, formation professionnelle)
- soutien politique et matériel aux luttes révolutionnaires nationales et démocratiques
- il s'agit enfin de faire connaître les expériences socialistes et leurs réalisations, à la fois les expliquer et les critiquer.

Ainsi différentes possibilités nous sont offertes pour mener notre combat dans toute sa spécificité, mais dans le cadre d'une lutte révolutionnaire globale qui lui donne tout son sens.

"La construction d'un vaste Front anti-impérialiste est une des conditions du renforcement du courant d'alternative socialiste" (5ème Congrès),

La conférence des forces progressistes et anti-impérialistes de la Méditerranée est une illustration de ce que le Parti peut faire en ce domaine ; la C.N.E. devra par une résolution préciser qu'elle sera la contribution, dans l'année qui vient, des E.S.U. aux luttes anti-impérialistes.

II - CONTRIBUTION A UNE ANALYSE DE NOS LUTTES CONTRE LE CAPITALISME EUROPEEN

A - LE ROLE DU MARCHE COMMUN .

En réalité, le Marché commun n'a pas créé un nouveau capitalisme : il a entraîné, d'une part l'accélération du processus de développement capitaliste et d'autre part répondu à l'insuffisance de l'espace national dans certains secteurs.

1°) Le premier phénomène qui apparaît est celui de la fusion et de la concentration. Il ne faut pas entendre que le seul Marché commun a provoqué ces fusions et concentrations, mais, en accroissant la concurrence, il en a augmenté le rythme. Dans une première phase qui n'est pas terminée dans .../...

tous les secteurs, les concentrations se sont effectuées dans le cadre national. Par exemple, ce processus est presque arrivé à son terme pour l'automobile. On ne peut guère atteindre un plus grand degré de concentration qu'à l'heure actuelle, où ne restent plus que quelques firmes. Par contre, dans d'autres secteurs (exemples : constructions métalliques, bâtiment ou travaux publics), il existe à côté de grandes firmes un nombre important de petites entreprises dont la taille est insuffisante pour le Marché européen. La deuxième phase est constituée par des fusions se réalisant à l'échelle européenne (cf. Richier-Demag). Elle n'est vraiment entamée que dans le domaine financier. Dans l'industrie, on reste souvent à des accords techniques, comme dans l'automobile (NSU-Citroën, Fiat-Renault).

Le même processus s'est déroulé dans l'agriculture : les mécanismes mis en place par le Marché Commun tendent à supprimer les avantages en matière de prix, que le Gouvernement français avait auparavant accordé. Outre que cela détruit le mythe de l'unité de l'agriculture, cela accélère la disparition des petites entreprises agricoles marginales (petite propriété familiale, petites surfaces, pas de main d'oeuvre salariée, coûts de production élevés). La concentration agricole a pris de formes comparables à celles de l'industrie, notamment par l'intégration dite verticale, qui s'est elle aussi accélérée depuis dix ans.

Une autre conséquence importante du Marché Commun, tant dans l'agriculture que dans l'industrie, a été la concentration géographique. Certaines régions - et ceci pas seulement en France - se sont trouvées favorisées au détriment d'autres, et il semble que l'écart tende à s'accroître : la raison en est simple : pour être concurrentielles, les entreprises cherchent à abaisser leurs coûts, entre autre en comprimant les frais de transport : c'est-à-dire en établissant les entreprises dans les régions de grande consommation, fortement industrialisées - ou aux carrefours internationaux : on voit en quoi le processus peut être cumulatif. Et cela explique qu'il existe très peu de statistiques régionales.

2°) Dans son effort de rationalisation ou d'intégration le capitalisme s'est parfois heurté à l'obstacle de l'insuffisance de l'espace national. Il existe des secteurs où la rationalisation du système par l'intervention de l'Etat ne peut plus se faire dans le seul cadre national. C'est le cas notamment pour les charbonnages, même si les objectifs initiaux ont pu être inversés (changement du contexte international). C'est celui aussi de l'énergie nucléaire et de l'approvisionnement en matières fossiles. C'est celui enfin de tous les secteurs où une politique commune s'avère nécessaire (transports...).

.../...

3°) C'est dans ce contexte que se situe la tentative d'hégémonie américaine en Europe, au niveau de la conquête de marchés rendus plus vastes par l'abaissement des barrières douanières, du contrôle des firmes dominantes de certains secteurs (électronique, chimie, alimentation...). Cela comme nous l'avons vu plus haut, en utilisant sa gigantesque puissance financière et son avance marquée dans le domaine de la recherche scientifique et de ses applications industrielles. Cela est à lier directement à la crise de l'Université dans les pays européens, et à l'extrême importance pour leurs Gouvernements de mettre la main sur les centres de recherche et de les utiliser au mieux dans la concurrence avec les U.S.A. Bien entendu, l'impérialisme des U.S.A., en Europe, ne se limite pas à cette seule situation économique, il prend aussi une forme culturelle, sur laquelle les congressistes de La Havane ont apporté grand nombre de précisions. La coïncidence des deux formes - économique et culturelle - est flagrante dans le cas précis du "pompage des cerveaux".

Si on peut constater un effort du système capitaliste pour se coordonner au niveau européen, on peut également constater que dans chaque pays les processus prennent des formes souvent différentes.

B - LE CONTEXTE POLITIQUE-

Il est caractérisé par une situation différente de la France par rapport aux autres pays de la petite Europe.

1°) Pour surmonter ses contradictions le capitalisme européen n'a pas utilisé les mêmes moyens partout ; deux "attitudes" peuvent être distinguées, très sommairement :

- dans les autres pays que la France et notamment en Allemagne le moyen utilisé a été l'expérience de Centre Gauche appuyée sur des syndicats où la social-démocratie garde une influence importante. L'expérience allemande est intéressante dans la mesure où la C.D.U. a pu avec une certaine facilité accepter la collaboration de la S.P.D. La lecture des textes programmatiques de ce parti montre l'abandon de tout objectif socialiste. Par ailleurs dans leur ensemble les syndicats ne contestent pas la société capitaliste. En Italie également le capitalisme a eu besoin de l'appui de la social-démocratie.

- en France par contre, les difficultés dues à la guerre d'Algérie ont permis l'établissement d'un régime stable fort, cohérent et pouvant prendre des décisions rapides, régime qui permet au système de surmonter les contradictions qui bloquaient son développement sans faire appel à la classe ouvrière organisée.

2°) La situation des forces de Gauche contestatrices du système capitaliste est différente en France et dans les .../...

autres pays.

- il existe en France un Parti Communiste et un Syndicat qui quoi qu'on puisse leur reprocher par ailleurs (cf. texte 3) refusent globalement le système capitaliste, et à côté desquels la social-démocratie n'a qu'une composante ouvrière faible.

- il existe cependant dans les pays de la petite Europe d'autres forces anti-capitalistes avec lesquelles il faut compter : il s'agit pour l'essentiel de l'Italie bien sûr où, si le P.C.I. et les socialistes de Gauche du P.S.I.U.P. sont importants, la social-démocratie (Parti Socialiste Unifié de Nenni et Saragat) dispose encore d'une base ouvrière non négligeable. En Allemagne, parallèlement à une opposition étudiante, le S.D.S. forte mais coupée de l'ensemble de la société, la conférence d'Offenbach en février dernier a montré la renaissance d'une opposition de Gauche avec la création du Centre Socialiste, bien qu'il soit limité géographiquement et dans son recrutement social (intellectuels et cadres).

C - LA COORDINATION EUROPEENNE DES LUTTES.

La nécessité d'une telle coordination n'est pas une affirmation abstraite mais correspond à l'existence d'un capitalisme européen.

Le 5ème Congrès a affirmé que le Parti devait "établir des rapports suivis avec les représentants de la Gauche socialiste en Europe, qui partagent les mêmes objectifs"; un début de réalisation a été donné à ce souhait et insuffisamment répercuté au sein du Parti, de même qu'est insuffisante l'information sur le début de la coordination européenne des centrales syndicales (C.G.T. et C.G.I.L. notamment) pour lesquelles les objectifs actuels sont la garantie de l'emploi et le contrôle démocratique de la reconstruction industrielle.

Enfin, il nous parait nécessaire de rappeler la conclusion du texte international de la C.N.E. de décembre à ce sujet : "La contre-offensive classique de la droite en cas de menace de Gauche sera moins que jamais nationale, mais internationale, sans doute à dominante américaine. Dans une Europe non encore unifiée se trouveraient alors des maillons faibles et des maillons forts. Il se pourrait que la France, par la nature de l'Etat et en raison de la politique extérieure développée sous le gaullisme, soit un maillon fort. En tout état de cause, le passage au socialisme doit être prévu dans un pays seul si l'espoir socialiste devait s'y limiter".

D - LA STRATEGIE DES REFORMES DE STRUCTURES.

Lutter contre le capitalisme, c'est donc agir sur l'en-
.../...

semble de ses champs d'intervention tant extérieurs qu'intérieurs. Pour nous, c'est en France et en Europe, dans cet ensemble où le capitalisme a atteint un haut niveau de développement, qu'il convient de construire le socialisme. Pour atteindre cet objectif, le choix d'une stratégie appropriée est fondamental. Il découle de la constatation de deux faits et d'une analyse critique des solutions avancées jusqu'à présent par la majeure partie du mouvement ouvrier.

1er fait : il semble que le système capitaliste ne connaîtra pas dans les dix prochaines années de crise économique catastrophique. L'intervention croissante de l'Etat et le développement des techniques de régulation de l'économie lui permettent en effet de mieux maîtriser le processus de production. Cela ne signifie pas pour autant que le capitalisme se développe sans heurts et sans récessions, et encore moins qu'il soit parvenu à surmonter ses contradictions fondamentales.

2ème fait : le déclenchement d'une troisième guerre mondiale semble improbable. La classe dirigeante des U.S.A. ne se sentant pas menacée dans ses intérêts cruciaux, s'engager dans un conflit nucléaire serait pour elle un suicide délibéré

Le mouvement ouvrier européen est représenté principalement par deux forces politiques : la social-démocratie et les partis communistes. La première, que son choix soit délibéré ou non, implicite ou explicite, intègre en fait la classe ouvrière dans le système dominant. Les réformes qu'elles effectuent ou essaient d'effectuer rationalisent plus qu'elles ne transforment le capitalisme : en effet, en l'absence d'une vue globale, en ne s'attaquant pas à la racine même du système - la logique du profit - les réformes social-démocrates ne peuvent qu'être absorbées par le système.

La stratégie actuelle du P.C.F., dite d'alternative démocratique, est tout autre. Fondée sur une analyse économique, le capitalisme monopoliste d'Etat, et une analyse politique, les traditions démocratiques françaises, elle définit le passage du socialisme en deux étapes. La première dite de démocratie anti-monopoliste (1) et de tous les républicains. Elle seule peut permettre le passage au socialisme. Cette stratégie appelle un certain nombre de critiques. Tout d'abord on voit mal comment une telle organisation politique se situerait dans l'évolution historique du système économique français. Ne reviendrait-il pas en partie à des formes anciennes dont le gaullisme a constitué le nécessaire dépassement ? D'autre part, il est contradictoire de faire alliance avec ceux qui entravent le développement des forces productives et sont le plus attachés aux formes les plus libérales et les plus conservatrices de l'organisation socio-économique pour préparer le passage au socialisme.

(1) véritable se caractérise par l'alliance de toutes les couches

.../...

Dans de telles conditions, la seule voie possible pour faire de la France un pays socialiste est la stratégie des réformes de structures anti-capitalistes. Elles se caractérisent par une succession de réformes ordonnées selon un plan, s'attaquant à la logique du profit maximum, clef de toute de l'économie capitaliste, et établissant tant au niveau de la région que de l'entreprise, des contre-pouvoirs aux mains de la classe ouvrière. Pourtant il faut savoir qu'il n'existe aucune réforme qui soit non intégrable en soi par le système capitaliste. Pour que de telles réformes ne contribuent pas à la rationalisation du système, mais bien au contraire à un renversement, il est fondamental qu'elles soient portées et contrôlées par les masses et qu'il existe une volonté politique déterminée de dépasser chacune de ces réformes afin de renverser définitivement le rapport des forces en faveur de la classe ouvrière.

Cette stratégie, si elle est la seule possible, n'en compte pas moins de graves dangers. Pour qu'elle ne soit pas déviée de son objectif, la présence d'une avant-garde politique consciente est indispensable. Cela doit être le rôle du P.S.U.

III - NATURE ET RÔLE DU P.S.U

Il semble qu'à l'intérieur même du Parti, le rôle du P.S.U. dans la lutte pour le socialisme soit apprécié de diverses façons et, dans l'ensemble assez mal défini ; certes, il n'appartient pas à une C.N.E. de décider de l'orientation politique du Parti, tout au plus de faire certaines remarques. Nous pouvons néanmoins nous poser la question suivante :

Quelle devrait être la fonction d'un parti tel que le P.S.U. dans le contexte politique actuel, compte tenu de sa nature ?

A - AMBIGÜÏTES DU P.S.U.

Nous en constatons deux sortes :

- ambiguïtés sociologiques
- ambiguïtés idéologiques.

En effet, le décalage est frappant entre d'une part les déclarations d'intentions en matière de recrutement, d'élaboration d'une stratégie, etc., et d'autre part les résultats quant à la composition du P.S.U., à son audience, à la concrétisation pratique de sa ligne politique.

.../...

Les causes en sont diverses :

- origines du PSU : origines lointaines : résultat de la fusion de courants très divers,
origines sociales : dès sa formation, sur-représentation des petites et moyennes bourgeoisies.

- complaisance dans un certain "confort intellectuel", qui parfois

- permet de donner des leçons à tout le monde

- dispense de toute pratique militante, et nous y rend inapte, à plus forte raison hors du milieu dont nous sommes issus. A ce sujet, la critique selon laquelle il n'appartient pas à des intellectuels de "forger une conscience pour la classe ouvrière", bien qu'en grande partie justifiée semble parfois constituer un alibi facile.

- se satisfait de ne compter qu'une très faible partie de la classe ouvrière (environ 10% des adhérents du Parti) que l'on baptise "élite", syndicale ou technique.

- enfin fait rechercher certains succédanés, en particulier tendance à travailler pour la presse,

En fait, cette complaisance cache mal, en dépit de l'importance numérique des "intellectuels", la carence ou l'inutilisation de nombre d'entre eux.

- la volonté délibérée

- . de ne pas se donner d'assises idéologiques et doctrinales plus strictes,

- . de cultiver un certain "éclectisme politique" au nom de la richesse que constituerait la diversité du P.S.U.

Il en résulte une ambiguïté fondamentale quant au rôle assigné au Parti :

- doit-il constituer l'ossature d'un large courant de "Renouveau Socialiste"?

- ou bien s'agit-il de créer un "véritable Parti socialiste" ?

- ou s'agit-il encore d'autre chose ?

Cette incertitude est d'autant plus dangereuse qu'entretenu ou utilisée, elle pourrait faire le jeu d'une tendance au sein du Parti, comme cela est apparu avant le 5ème Congrès.

.../...

B - EVOLUTION DEPUIS LE 5ème CONGRES

Depuis Juin 1967 un certain nombre de faits positifs sont à porter à l'actif de la direction nationale

- l'hypothèque tactique (alliance avec la F.G.D.S.) a été écartée (mais est-ce bien définitif ?).

- sur certains secteurs, international en particulier, notre ligne politique a été affirmée et suivie avec une plus grande discipline.

- à noter enfin la multiplication des meetings et réunions débats.

Toutefois, les ambiguïtés de fond (voir plus haut) subsistent : la "bataille idéologique" fut trop diffuse pour avoir été perçue par l'ensemble des adhérents et s'est en fait limitée à un débat entre quelques initiés:

- adhésion à quel socialisme ?

- signification profonde de réformes de structure ? du front socialiste ? etc..,

Pour ce qui est des campagnes prévues par ce congrès sur certains secteurs privilégiés (et le P.S.U. doit nécessairement limiter son champ d'action) nous pouvons ajouter quelques brèves remarques :

1°) Lutte contre l'impérialisme U.S. : plus grande cohérence dans la ligne politique, mais manque de militantisme général, parfois même chez les étudiants, et interprétation trop restrictive de ce champ : impérialisme U.S.

2°) Enseignement-Jeunesse : développement du secteur Jeunes; relance dans certains endroits de l'action des J.S.U.; préparation d'Assises sur l'enseignement.

3°) Habitat-logement : nombreux meetings d'action locaux, etc...

4°) Emploi : l'importance et la réussite du Conseil National en sont le fait capital qui marque une étape pour le P.S.U. ; il faut souhaiter que ce conseil ait des suites et que le Parti soit capable d'en exploiter au mieux les premiers résultats, à partir notamment de la définition des rapports syndicates-partis.

Quant à la campagne d'implantation, son but déclaré était "le renforcement du P.S.U. à la suite du Congrès". Ce fut effectivement une réussite dans la mesure où la

.../...

plupart des fédérations y ont largement participé et où l'accroissement du nombre de cartes semble très sensible.

Notons simplement que le "pourquoi" de cette campagne n'a pas été explicité, alors que même pour un petit parti comme le P.S.U. l'augmentation du nombre d'adhérents ne saurait être une fin en soi. Et justement cette campagne a-t-elle été la première occasion de modifier progressivement la composition sociologique du parti et son implantation ?

Cette campagne n'a-t-elle pas vu le renforcement des couches déjà relativement sur-représentées ? ("clientèles" traditionnelle du P.S.U. : instituteurs, professeurs de C.E.G. cadres, techniciens, etc...)

On peut donc se demander :

1°) Si ce renforcement ne risque pas de s'accompagner d'un affadissement de notre ligne politique, dû aussi on partie au manque de clarté de la base de notre recrutement, et

2°) si la composition du P.S.U. n'est pas en fait restée la même, ce qui réduirait à néant l'espoir de prendre une part active et militante aux luttes sociales.

C - REFLEXIONS SUR LE ROLE DU P.S.U

Rappelons qu'il ne s'agit pas ici de déterminer des solutions pour le P.S.U. mais d'apporter notre contribution au débat, puisque le rôle du Parti semble perçu de manière très vague et très diverse, à l'intérieur même du P.S.U.

Dans l'immédiat on peut ébaucher 3 objectifs minima :

1°) Recrutement et formation idéologique sur la base de la stratégie des réformes de structures, ce qui en suppose un développement théorique plus précis et

2°) La participation des adhérents aux luttes sociales, rendue possible par une implantation ouvrière accrue (importance du Conseil National dans ce sens).

3°) Poser les problèmes que l'ensemble de la Gauche ne veut poser en ce moment.

Ce sont là, nous semble-t-il, des moyens pour le P.S.U. de concrétiser sa ligne politique, moyens qu'il n'a pas su se donner jusqu'à présent :

.../...

- manque de formation ou formation très disparate des adhérents (quelles directions lui donner ?).
- militantisme très faible tant au niveau des luttes que du soutien matériel (cotisations en particulier), car sa nécessité n'en est pas perçue.
- corps de permanents et rotation de ces permanents insuffisants.
- définition précise de T.S. : ne devrait-on pas abandonner l'impératif, à terme, de rentabilité financière de T.S., lié à la volonté de "remplacer" le Nouvel-Observateur, abandon rendu possible par un financement accru des adhérents ? (cf. plus haut). Possibilités de transformer T.S. en véritable journal militant, outil des sections pour l'implantation et la propagande ? (tout ceci dépasse évidemment le seul cadre de T.S.).

Ces critiques appellent certaines remarques : nous sommes bien conscients que lever ces hypothèses ne saurait être fait du jour au lendemain et des dangers qui sont sous-jacents ; que celà implique un large débat afin que le Parti dans sa grande majorité soit pénétré de l'importance de ces freins (donc de nouveaux impératifs, même si cela ne va pas sans déchirements).

Ne serait-il pas possible par là de dépasser nos contradictions actuelles et d'autre part de ne plus - ou moins - offrir prise aux critiques qui nous sont faites par la presse et les autres partis.

En effet, il est évident que le P.S.U. ne sera jamais le parti de la classe ouvrière et que son existence ne se justifie pas par sa nature de classe ; il n'a donc pas l'ambition de disputer ce titre et ce rôle au P.C., quand bien même son implantation et son action en milieu ouvrier dépasseraient largement le stade actuel.

La nature du P.C., sa composition sociologique, son potentiel militant, son acquis idéologique (qui se traduit notamment dans le fonctionnement de son organisation) font incontestablement de lui le parti de la classe ouvrière et qu'il est perçu comme tel.

Cela toutefois ne saurait impliquer à priori son caractère authentiquement révolutionnaire ; bien que nous rejetions l'analyse du P.C. néo-social démocratie (jugement par bien des aspects trop superficiel) on ne peut que dénoncer le caractère erroné de "l'alternative démocratique" et de ses implications (cf. plus haut). Débattre à ce sujet de l'importance des considérations tactiques du P.C. serait d'ailleurs stérile. Il n'en reste pas moins évident que le

.../...

passage au socialisme se fera avec le P.C. comme composante essentielle, avec laquelle il nous appartiendra d'entretenir des liens appropriés.

Mais c'est l'hypothèse "pessimiste" - nouvelle expérience de Front Populaire par ex. - où le P.C. voudrait jusqu'au bout (peut-être en fait jusqu'à l'échec, d'autant plus grave que les communistes y entraîneraient à leur suite la classe ouvrière) s'en tenir à son programme de "démocratie véritable", c'est cette hypothèse qu'il nous importe d'envisager dès maintenant.

Dans ce cas en effet, cela signifierait concrètement, pour nous P.S.U., que nous soyons à même d'intervenir et de nous battre sur le même terrain que le P.C., quitte à apparaître, voire à devenir effectivement, sinon un rival en puissance, du moins "l'aiguillon" capable :

- de faire pression sur lui pour l'amener à modifier sa stratégie,
- simultanément (il s'agit ici surtout du moyen) "déborder" le P.C. par la relance et l'élévation du niveau politique des luttes sociales, et dans une moindre mesure, électorales.

Cela suppose évidemment une modification en notre faveur du rapport de forces au sein de la Gauche, qui passe par une implantation ouvrière accrue du P.S.U.; il ne s'agit donc pas de se préparer à jouer les prophètes le moment venu, mais au contraire dès aujourd'hui de commencer à se donner les moyens de modifier ce rapport de forces : "Notre rôle quoique limité n'est pas du tout négligeable dans ce domaine : des évolutions profondes sont en cours en ce qui concerne les positions du P.C. sur l'enseignement, sur les problèmes agricoles, sur la modification des structures urbaines ou communales, par exemple le maintien, l'approfondissement du dialogue national, notre action quotidienne à tous les niveaux locaux et départementaux peut très largement contribuer à faire avancer les choses". G. Gontcharoff

Et encore

"Il n'y a aucune raison pour que les points litigieux (du document du 24/2) soient réglés ou les formulations ambiguës améliorées si le rapport de forces ne change pas - ce qui suppose l'introduction de nouvelles forces, la pression extérieure de nouvelles formes d'action (...) Il apparaît à l'évidence que c'est seulement la poussée des aspirations ouvrières, le développement des luttes sociales, l'association des syndicats à la discussion du programme qui pourraient permettre d'y introduire de telles revendications (problème des structures sociales du secteur nationalisé et du contrôle ouvrier dans les entreprises, par ex.) indispensable
.../...

pourtant à une politique de la Gauche".

Extrait du Directives - Conseil
National P.6

CONCLUSION . -

Il va de soi qu'on ne peut se satisfaire du rôle joué par le P.S.U. actuellement et c'est pourquoi nous avons insisté sur les aspects qui en sont négatifs. Il s'agit pour lui de se donner les moyens de son affirmation de "parti d'avant-garde".

Dès lors le problème primordial se pose :

A supposer que le P.S.U. soit capable de définir avec plus de rigueur sa stratégie des réformes de structures anti-capitalistes, son caractère de parti "non ouvrier" ne lui interdirait-il pas de la mettre en oeuvre ?

Répondre sérieusement à cette question suppose que l'on ne se contente plus de déplorer l'absence d'implantation ouvrière, et de taxer d'impatience juvénile ou d'ouvriérisme , etc... ceux qui en affirment la nécessité; encore doit-on s'efforcer de traduire réellement cette nécessité dans les faits.

IV - L'UNIVERSITE : SECTEUR PRIVILEGIE D'INTERVENTION.

A - LA DOUBLE CRISE DE L'UNIVERSITE.

Nous ne reviendrons pas ici sur l'analyse de l'Université telle qu'elle a déjà été faite dans un certain nombre de textes. Nous voulions simplement rappeler qu'à la double fonction actuelle de l'Université (productive et idéologique) correspond une double crise qui fait entre autres de l'Université un secteur privilégié d'intervention du Parti.

1°) Crise structurelle.

Le néo-capitalisme français, dont l'expression politique est le régime gaulliste, a compris qu'il ne pouvait assurer son propre développement et s'assurer une position de force sur les marchés internationaux (lutte contre la domination américaine qu'en rationalisant les forces productives. Répondre à cette nécessité passe en particulier par la réforme de l'Université pour la faire entrer dans le processus de production. La rationalisation du mode de formation de tous les cadres de la nation et la mise sur pied d'une politique de la recherche scientifique se tra-

.../...

duisent par une separation de l'ensemble universitaire en une université d'élite et une université de masse, toutes deux étant mises au service de l'industrie privée et intégrées au système.

C'est en cela que réside la première des deux crises que traverse à l'heure actuelle l'Université. Cette volonté de mutation se heurte en effet à la résistance d'une partie du milieu, attachée à l'Université libérale.

Notre rôle est donc d'expliquer la crise et d'en exploiter au maximum les contradictions tout en sachant que le rapport de forces est à l'heure actuelle plus favorable au Gouvernement. Ceci ne peut se faire que par la mise en avant progressive d'objectifs intermédiaires et qui vont dans le sens du développement des forces productives. Il s'agit par exemple de revendiquer l'autonomie de la recherche et le contrôle des chercheurs sur les contrats avec l'industrie, d'obtenir une formation professionnelle qui permet non seulement le recyclage, mais aussi la maîtrise du savoir et la possibilité pour chacun de se situer dans la société et dans le développement de la science.

2°) "Crise culturelle"

Au-delà de la crise des moyens et de l'organisation de l'Université commence à apparaître ce que l'on pourrait appeler une "crise culturelle". Elle se caractérise essentiellement comme la contestation du "message universitaire", porteur de l'idéologie de la classe dominante. Les formes et les manifestations en sont de plus en plus nombreuses (on peut d'ailleurs facilement en trouver les prémices dans l'histoire récente du mouvement étudiant) mais ces derniers mois la conjonction de nombreux facteurs (les exemples internationaux, l'effort des directions syndicales et politiques) met plus nettement en évidence la contestation de l'examen, passivité voire bachotage, exprimant, de façon même confuse, le rejet de l'Université actuelle. Le malaise est sensible dans tous les secteurs d'enseignement, particulièrement en socio, psycho, économie (c'est-à-dire les enseignements nouveaux) où il semble que s'offrent de nombreuses possibilités de radicalisation des luttes. Encore faut-il ajouter que, sur les symptômes de cette crise, comme sur la précédente, les efforts d'analyse devront se poursuivre au sein du Parti.

Pour mener à son terme la coupure qui se dessine entre ceux qui acceptent et ceux qui refusent globalement l'Université actuelle, il faut diviser au maximum le milieu intellectuel, en référence à l'analyse marxiste des intellectuels et de leur rôle : les intellectuels ne forment pas une classe mais sont un groupe organiquement lié à une classe.

.../...

Le travail des intellectuels socialistes est donc fondamental : contribuer à l'élaboration théorique au sein du mouvement socialiste et à la création d'une nouvelle culture.

B - PLACE DU CHAMP UNIVERSITAIRE DANS LES LUTTES DU PARTI ET ROLE DES E.S.U.

En raison :

- du rôle fondamental de l'intervention à l'Université pour lutter contre le néo-capitalisme,
- du "rôle des intellectuels dans la construction du socialisme,
- de la nature sociale du Parti,

le champ d'action universitaire est l'un des champs d'action privilégié du Parti. Le rôle des étudiants du Parti acquiert par là une importance extrême dans la mesure où la perception de la crise est plus forte en milieu étudiant qu'en milieu enseignant. Les étudiants représentent en effet une force de pression qui, lors qu'elle est animée par une minorité consciente, peut peser sur l'évolution de la situation par sa propre dynamique. Un autre fait favorable est la faiblesse des mécanismes de répression à l'Université. (Il a fallu l'explosion de Nanterre pour provoquer le premier "lock out" de faculté).

Les E.S.U. peuvent-ils être cette minorité consciente, capable de faire apparaître les contradictions, de les exacerber, d'expliquer comment les surmonter en montrant quelles sont les contre-propositions possibles, quels contre-pouvoirs peuvent être mis sur pied. Voilà ce que devrait faire un mouvement d'avant-garde à l'Université. Ce rôle ne peut se réaliser qu'à deux conditions :

- le refus du "consensus universitaire" l'établissement d'une rupture idéologique dans le milieu (cf. plus haut),
- la "dépoliarisation" du milieu étudiant par l'intégration des luttes étudiantes dans les luttes sociales en général.

Etre membres du P.S.U. nous permet de relier notre lutte à celles engagées dans l'ensemble du pays. Cette liaison est d'autant plus importante que si les luttes à l'Université ne sont pas susceptibles par elles-mêmes de renverser la société capitaliste, elles peuvent provoquer la radicalisation du climat social général.

.../...

Nous rappelons d'ailleurs à ce sujet ce que dit A. Gorz à propos du syndicalisme étudiant : "le syndicalisme étudiant essaie de mener au niveau de l'enseignement et de la culture, pour l'émancipation et la valorisation de la force de travail, une lutte que le mouvement ouvrier mène au niveau de la production. Mais cette lutte, de toute évidence ne peut être socialiste et ne peut le demeurer, ne peut éviter l'écueil d'un réformisme subalterne et d'une action corporatiste que si elle est prolongée et portée par l'action d'un mouvement ouvrier et révolutionnaire fort. Laissé à lui-même, le syndicalisme étudiant, si socialistes que soient ses idées et ses buts, ne peut dépasser les limites du corporatisme : il y retombe fatalement si ses objectifs ne sont pas relayés par les partis de la classe ouvrière et insérés d'emblée dans une lutte sociale plus vaste qui défende le milieu étudiant contre ses idiosyncrasies et ses mythologies particulières".

C - MODES D'ACTION SUR LE MILIEU ETUDIANT

L'évolution des possibilités de luttes offensives qui peuvent être menées à l'Université passe par une analyse du milieu étudiant et de sa structuration. Cette dernière a pour base essentielle le syndicat. Contrairement à l'aveu d'échec de certains, l'outil syndical n'est pas à supprimer. En effet, pour mener notre projet politique à terme, il faut disposer d'une organisation capable de prendre en charge la première crise (adaptation de l'Université aux besoins du capitalisme d'organisation) et de se battre sur ce terrain par une stratégie appropriée d'objectifs intermédiaires, et d'amener les étudiants à prendre conscience de la 2ème crise (touchant au contenu même du "message universitaire").

Sur ces points la fonction même du syndicat est de partir des réalités et de s'élever peu à peu pour déboucher sur quelques points de contestation globale. Mais il ne peut aller très loin et risque en effet de trop se décaler par rapport au milieu, et par rapport à la perception du milieu qu'ont les étudiants.

Cependant, il ne faut pas non plus qu'il se limite à la défense des "intérêts" immédiats des étudiants - même assortie d'une contestation du système - (d'autant plus qu'il n'y a pas "d'intérêts" communs à tous les étudiants), ni qu'il en reste à un stade purement corporatiste. Ces deux types de syndicalisme sont nocifs : ils aboutissent à freiner les luttes

D'autre part, même s'il est une organisation solidement implantée en milieu étudiant, le syndicat doit nécessairement pour faire aboutir ses luttes lorsqu'elles ont atteint un

.../...

certain niveau, trouver un relais politique. Il appartient aux E.S.U., organisation d'avant-garde, de jouer ce rôle.

Cette organisation politique peut, quant à elle, réaliser le dévoilement idéologique global par l'explication du sens des luttes, car le propre de sa démarche est de partir d'une analyse globale pour déboucher sur des luttes précises.

C'est pourquoi la tâche de renforcement de l'organisme syndical est en elle-même capitale pour que l'organisation politique puisse travailler dans les masses, et cela donne tout son sens à la bataille que nous entendons continuer pour la reconstruction de l'U.N.E.F. en tant que syndicat capable de développer sa propre ligne et d'avoir avec l'organisation politique étudiante des rapports conformes à notre notion de Front Socialiste.

V - LES E.S.U. ET LE PARTI.

A - POURQUOI UNE ORGANISATION ETUDIANTE.

1°) A la recherche d'une réponse.

La C.N.E. doit être pour les E.S.U. l'occasion de définir précisément leur place dans le Parti. A la question : les E.S.U. sont-ils fondés à exister au tant qu'organisation autonome au sein du Parti ? Nous répondons qu'ils ne le sont que dans la mesure où ils définissent, par rapport à leur milieu d'intervention, une pratique politique spécifique.

La 7ème C.N.E. (Février 1966) s'était contentée d'ailleurs d'affirmer : "seules des sections et une organisation nationale proprement étudiantes sont capables d'intervenir efficacement à l'Université. Il nous faut donc rompre avec une certaine tradition tendant à limiter le domaine de la discussion des E.S.U en tant que tels à un certain nombre de problèmes parcellaires considérés à priori comme "intéressant particulièrement les étudiants" et les conséquences en étaient tirées lors de l'intervention de clôture : "la priorité que nous entendons donner au secteur formation recherche correspond aux objectifs que nous nous sommes fixés par rapport au milieu étudiant. Elle correspond aussi au rôle que nous pensons devoir jouer par rapport à notre Parti. Nous pouvons lui apporter la contribution de notre travail de recherche et de discussion théoriques".

.../...

Un an plus tard dans son rapport préparatoire au Conseil National Extraordinaire de Janvier 1967, le S.N.E. faisait son autocritique en déclarant : "en nous engageant ainsi, nous mésestimions totalement un problème qui s'est trouvé posé depuis : le problème de la pratique de sections E.S.U.", et, plus loin : "le relatif échec de notre pratique formation ne saurait être analysé de l'intérieur, mais seulement en référence à notre pratique globale ; ... nous avons commis une seconde erreur en plaçant au même niveau pratique internationale et pratique universitaire..."

Ainsi était déterminé le choix de la priorité à l'université qui contenait en lui-même la justification des E.S.U.. ; mais la 8ème C.N.E. (Décembre 1967) n'apportait rien de nouveau à cet égard.

2°) Explication d'une réponse.

Elle tient pour l'essentiel à l'analyse faite, depuis longtemps déjà, de la place de l'université dans la nation ; "la relative autonomie de l'université permet le développement de luttes fondées sur des objectifs intermédiaires dans la mesure où nous pouvons obtenir des réformes importantes qui ne sont pas subordonnées à un changement radical du rapport des forces dans la société et par cela même au préalable politique d'une prise de pouvoir par la Gauche"; que ces luttes ne puissent s'effectuer qu'à "l'intérieur du syndicat, lieu de l'institution universitaire, et non dans une pratique agitative sur l'université socialiste" (rapport de janvier 1967, cf. Supra) n'ôte rien à la nécessité de l'existence d'une organisation politique étudiante capable d'assurer en ce domaine un relai politique au niveau le plus élevé d'une prise de conscience anti-capitaliste des étudiants.

Par ailleurs la spécificité du milieu étudiant lui-même (non par son homogénéité, laquelle est un mythe, mais le fait que l'on y constate l'absence bien normale d'une coupure de classe reproduisant l'origine sociale) implique que la propagande doit y revêtir la forme d'un dévoilement idéologique global de la part de l'organisation politique qui peut et doit ainsi introduire une coupure de classe dans une Université où la fonction idéologique est encore dominante.

3°) Place des luttes universitaires dans la stratégie du Parti

Nous ne reviendrons pas ici sur ce qui est dit plus haut en ce qui concerne l'importance de luttes universitaires pour le parti tout entier d'une part, la place privilégiée qu'y occupent les E.S.U. d'autre part. Il nous

.../...

suffit de constater que cela implique un mouvement suffisamment fort pour pouvoir tenir le rôle d'avant-garde qui lui est dévolu.

4°) Cela situe aussi à leur juste place les problèmes tenant à la place des E.S.U., en tant qu'organisation dans la détermination et l'application des choix du Parti.

Qu'elle soit déterminante en ce qui concerne le champ universitaire n'ôte rien au fait qu'elle doive exister d'une manière ou d'une autre dans les autres secteurs d'intervention du Parti. On l'a vu dans les faits au sujet de la ligne et la pratique du Parti en ce qui concerne les luttes anti-impérialiste : les prises de position justes des E.S.U. sont restées en avance par rapport à celles du Parti jusqu'au 5ème Congrès et cela sans possibilité de discussion d'ensemble.

Si les E.S.U. doivent disposer d'une large autonomie dans l'application de la ligne d'action du Parti et discuter de celle-ci jusqu'en C.N.E., il est exclu qu'ils puissent en tant que tels se constituer comme tendance au sein du Parti; le danger d'une telle attitude serait de voir l'organisation étudiante prétendre proposer à elle seule une solution politique globale, ce qui serait aberrant. C'est au sein du Parti, conformément à leur statut de membres à part entière, que les E.S.U. peuvent provoquer la discussion et influencer sur les choix.

B - LES RAPPORTS DES E.S.U. ET DU PARTI.

1°) Problèmes généraux

Nous demandons la prise en considération et l'application réelle par le Parti comme par les E.S.U. de la résolution suivante, adoptée à l'unanimité par le C.P.N. des 9 et 10 Septembre 1967 :

Le C.P.N. :

- rappelle que la règle du Parti est l'adhésion des militants étudiants aux sections d'entreprise étudiantes.

- demande aux fédérations, en liaison avec le Bureau National et le Secrétariat National Etudiant, de se préoccuper particulièrement du développement du Parti en milieu étudiant, en s'inspirant des principes suivants :

a) les Etudiants qui militent dans les sections étudiantes seront en même temps en rapport étroit avec les sections et fédérations correspondant à leur origine géographique ou à leur travail autre qu'étudiant.

.../...

Ils seront tenus au courant et participeront dans la mesure du possible aux activités de ces sections.

b) Inversement, les étudiants qui pour des raisons exceptionnelles militent dans des sections locales seront en liaison avec la section étudiante de leur université ou faculté. Dans la mesure du possible, ils participeront à ces activités. Ils dépendront du Secrétariat National Etudiant pour tout ce qui concerne leur action en milieu étudiant (problèmes de stratégie syndicale - diffusion du matériel étudiant).

c) Un effort particulier sera tenté pour associer les étudiants aux travaux des différentes commissions du Parti tant à l'échelon national qu'aux échelons régional ou fédéral.

2°) Les rapports du Secrétariat National Etudiant avec la direction du Parti

Ils peuvent être caractérisés à l'heure actuelle comme bureaucratiques et subordonnés. Nous ne reviendrons pas ici sur les événements des derniers mois ou sur les conditions de la prise de responsabilité des E.S.U. au Bureau National de l'U.N.E.F. en Janvier 1967 (où l'on organise une discussion démocratique au moment où toute autre solution que cette prise de responsabilité était devenue impossible) ; qu'il nous suffise de rappeler que de l'implantation des sections E.S.U., à leurs rapports avec l'U.N.E.F. en passant par la main-mise sur le S.N.E., c'est le secrétaire à l'organisation du Parti qui prend toutes les décisions concernant les E.S.U. L'absence de démocratie qui en résulte n'est pas seulement formelle ; elle peut avoir des conséquences politiques graves ainsi que l'on vient de le constater en ce qui concerne l'action des mutualistes E.S.U.

Nous proposons pour remédier à cet état de choses de diversifier les rapports avec le B.N. du Parti. Chaque fois que ce dernier aura à discuter de problèmes concernant les étudiants, il devra le faire en présence d'un représentant, à titre consultatif, du S.N.E. Chaque secteur d'activités du S.N.E. devra avoir des rapports directs avec le secteur d'activités correspondant du B.N. du Parti. Des rencontres entre le S.N.E. et le B.N. du Parti devant voir lieu plus fréquemment (le Secrétaire National élu au Vème Congrès Juin 1967, a rencontré pour la première fois le S.N.E. le 28 Mars 1968) et aborder des problèmes de fond. La présence d'un ou plusieurs membres du B.N. du Parti dans les instances des E.S.U. (C.N.E. et surtout S.N.E.) ne peut être constante afin d'éviter la confiscation des débats. Enfin le Secrétaire National E.S.U. doit participer de droit à titre consultatif à toutes les instances nationales du Parti (les C.P.N. notamment).

.../...

VI - POUR UNE ORGANISATION EFFICACE ET DEMOCRATIQUE

A - BILAN

- 1°) Les impératifs généraux en la matière : démocratie et efficacité n'ont pas été respectés

L'absence de coordination nationale de l'action, d'application stricte des décisions des instances nationales, découle logiquement de l'absence d'une direction nationale forte et désignée sur des bases claires. Il en résulte notamment une hétérogénéité relative des attitudes et des pratiques politiques des sections qui ne veulent pas (ou ne peuvent pas) agir autrement qu'en fonction de situations locales.

L'absence de représentativité de la direction nationale (et notamment le fait qu'elle se comporte surtout comme une direction parisienne), l'inexistence relative de l'information interne (et ceci dans les deux sens), l'absence de contrôle politique du S.N.E., sont autant d'obstacles à un fonctionnement satisfaisant des E.S.U., ceci sans parler des interventions bureaucratiques extérieures.

- 2°) Les expériences passées le montrent

Si l'échec des plus anciennes est sans doute dû à la grave crise politique qui a sévi chez les E.S.U. en 1963 1964, on ne peut expliquer celui des deux années écoulées que par l'absence de remise en cause globale.

Ainsi en a-t-il été des Conférences Nationales Etudiantes réunies trop peu souvent (rappelons que les 3 dernières se sont tenues respectivement en décembre 1963, février 1966 et décembre 1967, soit à des intervalles de 2 années), de leur remplacement en certains cas par des structures informelles et par là même irresponsables devant l'ensemble du mouvement, alors même qu'elles se donnent un pouvoir de décision (ainsi le stage national de Poissy en Octobre 1966 qui renforça le S.N.E. et décida d'entamer une régionalisation, d'ailleurs avortée, des E.S.U.), ou le Conseil National Extraordinaire créé pour la circonstance qui décide, en Janvier 1967, la participation des E.S.U. au B.N. de l'U.N.E.F.

De même les structures intermédiaires chargées de contrôler le S,N,E. n'ont jamais été que des échecs, qu'il s'agisse du Comité National Etudiant élu en Décembre 1963 (lequel ne s'est jamais réuni qu'une seule fois en Mars 1964) ou du Bureau National élu en Février 1966 (lequel ne s'est jamais réuni que 3 fois en 22 mois de mandat,

.../...

le stage de Poissy ayant constaté son incapacité à remplir le rôle qui lui était assigné). Echec enfin du C.P.E. actuel.

Le point le plus grave est celui du S.N.E. lui-même. En décembre 1964 devant la quasi disparition du S.N.E élu un an auparavant aussi bien que du mouvement lui-même, excepté quelques sections, une nouvelle équipe se mettait en place sans avoir été régulièrement élue. Cette solution était alors la seule possible, et donc justifiable ; ce qui se passe depuis plus de deux années maintenant ne l'est plus du tout : en effet devant la liquéfaction du S.N.E. élu en Février 1966, qui l'amena à deux membres en décembre 1967, l'on a assisté à l'éclosion de diverses "équipes nationales" (mars et octobre 1967 notamment) dont la caractéristique commune est d'avoir été désignées sans qu'à aucun moment ne soit consulté l'ensemble du mouvement et en particulier les sections de province. Cela ne doit pas se reproduire.

B - PERSPECTIVES.

1°) La direction nationale

Les Conférences nationales étudiantes doivent constituer en fait ce qu'elles sont déjà en droit : l'organisme souverain des E.S.U., définissant ligne et programme d'action, élisant la direction. Pour cela il faut qu'elles se tiennent à un rythme annuel correspondant au renouvellement rapide du milieu étudiant (par exemple chaque année à Pâques). En conséquence la prochaine C.N.E. prévue pour fin Novembre 1968 aurait lieu à Pâques 1969.

La réunion d'A.G. de secrétaires de section doit être prévue à l'occasion de questions politiques graves et de vacance totale ou partielle au sein du S.N.E. La convocation de telles A.G. pourra se faire soit par le S.N.E., soit par un certain nombre de sections. Il y en aura au moins une par an en décembre.

Ceci implique la disparition du C.P.E. tel qu'il existe à l'heure actuelle, ses attributions étant ainsi transférées à une structure plus souple et correspondant mieux à l'état actuel réel des E.S.U. Ce qui signifie en particulier que le problème du C.P.E. pourra se reposer dans un an ou deux.

Pour atténuer le caractère parisien de la direction nationale, deux précautions doivent être prises :

- la première est d'intégrer à part entière au S.N.E. quelques camarades de province choisis en fonction de leur rôle d'animateur personnel dans le mouvement. Leur nombre réduit comme le fait qu'ils ne viendraient que par intermittence (une fois par mois par exemple) aux réunions supprimerait tout problème financier. Enfin, ils pourraient assumer les déplacements du S .N .E . dans la région où ils militent.

.../...

- La deuxième est d'opérer une distanciation réelle entre les activités purement parisiennes (propagande, meetings et manifestations, etc...) et les problèmes nationaux ce qui implique la création d'une véritable entité E.S.U. sur le plan de Paris ; nous y reviendrons.

2°) Les rapports entre le S.N.E et les sections de province

a) de Paris.

C'est là un problème d'information interne réciproque. Un membre du S.N.E. devra être spécialement désigné pour publier régulièrement un bulletin intérieur permettant de faire un examen constant sur l'état du mouvement, sa pratique politique et l'action du S.N.E., indiquant avec précision les principales interventions à mettre en avant, leurs motifs, leurs modalités et leurs conséquences. En particulier tous les textes votés lors des C.N.E. devront être transmis aux sections. De plus chaque militant E.S.U. devrait s'abonner au "Courrier du P.S.U." qui publie en particulier les décisions des C.P.N. pour être au courant de l'activité du Parti.

En sens inverse, le S.N.E. doit pouvoir être tenu au courant des activités des sections de province; celles-ci doivent pouvoir lui envoyer périodiquement (toutes les 3 semaines) un rapport de situation ; par ailleurs le S.N.E. devra développer l'envoi de questionnaires individuels aux membres des sections, soit sur l'expérience d'action politique d'une section, soit sur un secteur d'activités de l'ensemble des sections.

b) sur place.

Les derniers déplacements coordonnés et intensifs des membres du S.N.E. en province remontent à ... Décembre 1966. Or il est absolument nécessaire pour la vie et le fonctionnement des sections de province de pouvoir disposer une fois par an au moins d'un (ou plusieurs) "national" qui puisse faire accéder l'ensemble des militants à une perception nationale des problèmes. L'expérience montre qu'à condition que les responsables nationaux soient compétents, ceci est infiniment plus profitable qu'un seul stage national par an, où se retrouvent quelques responsables de quelques sections. Dans toute la mesure du possible, le S.N.E. devra donc s'orienter vers des déplacements collectifs (plusieurs membre du S.N.E.) prolongés (2 jours au minimum), diversifiés (stage, meeting, contacts personnels) et préparés d'avance dans les sections de province.

.../...

3°) L'organisation des E.S.U. sur Paris.

L'urgence d'un renforcement des E.S.U. de Paris, et l'importance qu'il revêt pour le S.N.E. (réserve de cadres nationaux, impact politique national, soutien au syndicat étudiant) rendent nécessaire la création officielle dès après la C.N.E. d'un Collectif de Coordination Parisien, spécialement supervisé par un membre du S.N.E. Ce collectif devra pouvoir prendre en charge des problèmes communs aux E.S.U. parisiens et dépasser ainsi le cadre souvent trop étroit des sections. Il sera responsable devant les Assemblées Générales d'E.S.U. parisiens dont l'expérience a montré qu'elles avaient un effet positif si on ne les multipliait pas.

Dans l'immédiat, ce collectif aura pour tâche d'organiser la propagande E.S.U. sur Paris (aussi bien au niveau de la création d'un service d'ordre que de la vente de journaux, du collage d'affiches ou de la distribution de tracts) ; ce dispositif valable pour Paris dans son entier devra pouvoir être appliqué à des secteurs où nous sommes encore faibles et sur lesquels une action extérieure est nécessaire pour le démarrage des E.S.U.

Le collectif devra par ailleurs mettre sur pied une école de formation parisienne quasi permanente et fonctionnant sur d'autres modalités que la simple conférence débat avec un leader national du P.S.U. Enfin une attention spéciale et constante devra être portée à la formation de cadres par des moyens appropriés.

4°) La formation

L'insuffisance générale actuelle du niveau de formation est trop connue pour que l'on y revienne, sinon pour rappeler qu'il s'agit souvent d'une formation désincarnée, c'est-à-dire coupée de l'action (ce qui explique la rupture fréquente entre théorie et pratique) et non hiérarchisée, c'est-à-dire que l'on y tient pas compte de la nécessité pour les nouveaux adhérents de la nécessité d'une formation rapide et globale, après laquelle seulement on peut envisager à la fois approfondissement et spécialisation.

Il n'est pas besoin de longue démonstration pour prouver que seule une formation théorique et politique solide peut fonder une pratique politique ou syndicale qui soit à la fois juste et identique à tous les niveaux et dans toutes les sections des E.S.U. L'hétérogénéité des types d'intervention et du militantisme des différentes sections pourra disparaître lorsque seront posés clairement, discutés et admis par tous un certain nombre d'analyses que la direction des E.S.U. se doit de communiquer et faire discuter par l'ensemble de ses adhérents.

.../...

La résolution sur la formation adoptée au C.P.N. des 13 et 14 Janvier dernier précise les différents types de formation nécessaires, formation accueil (avec un dossier spécial) pour les nouveaux adhérents, formation-information générale, par le biais notamment de cercles d'étude créés par les sections ; formation de cadres; enfin formation recherche. Sur ces bases le secteur formation du S.N.E devra impulser une action soutenue des sections et intervenir auprès du Parti en particulier pour que le dossier accueil soit prêt et utilisable dès la rentrée 1969.

En ce qui concerne la formation recherche, la décision prise par le Parti de créer une revue théorique (ou dans une première étape, des cahiers de recherche du P.S.U.), l'utilisation plus rationnelle de revues proches (la Revue Internationale du Socialisme, notamment), le démarrage récent d'initiatives diverses (groupe de travail de la Fédération de Paris "pour un socialisme dialectique" : GRE ; projet de lancement de "Recherches Socialistes") montrent très nettement qu'il existe un besoin dont la satisfaction que ce soit au niveau du Parti ou des E.S.U. est nécessaire et sera le signe d'une nouvelle vitalité. Pour un ensemble de raisons que nous développons ci-dessous, il nous semble que cette nécessité peut à l'heure actuelle pour les E.S.U. se concrétiser dans une nouvelle formule de T.E.

5°) Tribune Etudiante et Tribune Socialiste.

Le texte qui en 1963 proposa la création d'un mensuel des E.S.U. qui devait être Tribune Etudiante disait aussi : "L'expérience montre que les échecs successifs des différents journaux étudiants sont venus principalement de la négligence des camarades". Nous vérifions encore aujourd'hui cette assertion puisque Tribune Etudiante comporte actuellement un lourd passif financier l'empêchant de reparaitre avant longtemps et que ce passif est principalement dû à la négligence des sections quant au paiement des numéros reçus.

Il y a par ailleurs des raisons politiques au relatif échec de Tribune Etudiante, la principale étant que dès l'origine ce journal se voyait assigner deux rôles contradictoires : être un journal d'information et de propagande d'une part, un journal qui engage une véritable réflexion socialiste en milieu étudiant d'autre part. Le résultat en est un journal qui ne peut pas exploiter l'actualité et n'est pratiquement pas un organe militant (le rythme de parution étant en fait trimestriel), mais qui n'est pas non plus une véritable revue de formation utilisable par les militants et les sympathisants ayant déjà atteint un

.../...

certain niveau politique.

C'est pourquoi compte tenu des impossibilités financières actuelles, nous pensons que le prochain S.N.E. devra prendre les moyens nécessaires pour sortir à partir du début de l'année 1969 une nouvelle formule de Tribune Etudiante correspondant au besoin de formation, de discussion et de recherche des E.S.U., à condition de faire au préalable une étude financière sérieuse et de constituer un comité de rédaction compétent qui serait nommé définitivement à l'A.G. des secrétaires de section de décembre (un comité de rédaction restreint chargé de l'établissement de cette nouvelle formule étant nommé d'ici là).

De même devant l'impossibilité dans l'état actuel des E.S.U. de créer un journal qui soit purement d'information propagande, la C.N.E. devra demander aux sections d'assurer la diffusion systématique de Tribune Socialiste. Depuis la parution de la nouvelle formule et le 5ème Congrès, T.S. a accompli des progrès incontestables ; ils sont insuffisants et sont loin de pouvoir faire d'ores et déjà de T.S. ce que nous voudrions qu'elle soit, à savoir un véritable organe militant (quant à son contenu). Mais c'est la seule possibilité pour les E.S.U. de constituer un support militant sans lequel dans un an ou deux, lorsque se posera de nouveau le problème d'un journal étudiant (parce que c'est bien sûr dans l'absolu une nécessité), nous ne pourrons le résoudre favorablement. La régularité de parution sera dans notre travail de propagande un atout incomparable. Par ailleurs tel ou tel article jugé inacceptable par les camarades pourrait faire l'objet d'une feuille ronéotée réalisée par la section et incluse dans le journal, ce qui aurait l'avantage de provoquer des discussions sur un journal que nous recevons et lisons tous, critiquons souvent, mais faisons bien peu de choses pour améliorer. Concrètement, cela signifie que chaque section devra nommer un responsable à la diffusion de T.S.

Lancement d'une nouvelle formule de T.E., organisation de la diffusion de T.S. ne devront pas dispenser les sections, comme par le passé, de réaliser des bulletins ou journaux de section distribués, chaque fois qu'elles le peuvent.

C'est au prix d'un tel effort de propagande, directement liée à l'implantation, que nous pourrons réapparaître dans des villes et des secteurs d'où nous sommes absents et nous consolider dans les autres.

.../...

CONCLUSION

Il appartient à la C.N.E. sur la base de l'ensemble des textes adoptés, de mandater exactement le futur S.N.E. quant à son programme de travail. En raison de la date avancée de cette C.N.E., il ne pourra être question dans l'immédiat que de la remise en ordre du mouvement à l'échelon national, remise en ordre qui se poursuivra durant l'été. Cependant les Assises Nationales de l'Enseignement du 1 au 3 Juin prochain représentent une échéance importante qu'il faut préparer.

Au delà c'est de la préparation de la rentrée universitaire qu'il s'agira et à travers elle la possibilité pour les E.S.U. d'apparaître en tant que force politique importante à l'université, capable de mobiliser les étudiants sur des objectifs anti-capitalistes et de donner ainsi son plein sens à la recrudescence des luttes étudiantes.

ANNEXE 1MODIFICATION DE L'ARTICLE DES STATUTS DU PARTI QUI CONCERNE
LES ETUDIANTS

(Projet présenté en application de la résolution votée à la C.N.E. de décembre 1967. Le texte final devra être transmis aux instances du Parti).

I - L'article 8 des statuts du Parti (chap.V : les Jeunes)
est rédigé comme suit :

Les jeunes travailleurs manuels et intellectuels sont membre du Parti et ont les mêmes droits et les mêmes devoirs que les autres membres du Parti.

La Conférence Nationale de la Jeunesse du P.S.U. est composée de groupes locaux de jeunes et de groupes locaux d'étudiants. Ces groupes locaux ont pour membres des adhérents du Parti, inscrits par ailleurs dans une section locale ou d'entreprise. Dès qu'un groupe d'étudiants est suffisamment développé (20 membres), il peut se constituer en section selon la procédure prévue par l'article 6 paragraphe 2. La section ainsi formée continue à faire partie de la C.N.J. du P.S.U.

Les membres des groupes de Jeunes doivent être âgés de moins de 25 ans.

Les délégués des groupes locaux se réunissent en une "Conférence Etudiante" et une "Conférence Jeunes" avant chaque Congrès ordinaire du Parti. Ces 2 conférences se réunissent en Assemblée Générale commune pour désigner les membres de la délégation consultative au Congrès du Parti, chargée de défendre et d'exposer les propositions des jeunes.

Les deux Conférences Nationales, Jeunes et Etudiants, élisent respectivement un Secrétaire National Jeunes et un Secrétariat National Etudiant. Les deux Secrétariats se réunissent en commun pour former le "Comité National de la Jeunesse". Celui-ci élit un bureau administratif.

Les très jeunes militants de 14 à 17 ans ainsi que les sympathisants sont groupés dans des cercles d'études ou d'action largement ouverts. Ces cercles sont dirigés par de jeunes membres du Parti. Leur création et leur activité sont contrôlées par le Comité National de la Jeunesse.

Une Commission de la jeunesse est chargée d'études sur la politique de la jeunesse. Elle se compose de 12 délégués désignés par le Secrétariat National Etudiant, par le

.../...

Secrétariat National jeunes et par le C.P.N.

II - Critique

1°) Problèmes jeunes et problèmes étudiants.

Les problèmes posés par l'éventuelle renaissance de l'organisation J.S.U. sont si complexes et si loin d'être résolus qu'il semble préférable de disloquer l'article 8 en deux : un article 8 serait consacré aux Jeunes, un article 8 bis aux Etudiants seulement. Toute référence à des structures organisationnelles communes (ex. le Comité National de la Jeunesse) devrait être exclue, au moins pour le moment. Quant à la Commission Nationale de la Jeunesse, mieux vaut supprimer purement et simplement la mention qui en est faite ; il s'agit là simplement des formes de travail des instances nationales du Parti, et leur structure doit pouvoir varier en fonction de la conjoncture politique.

2°) Les E.S.U.

Nulle part n'est prévue l'existence d'une structure permanente ainsi dénommée et réunissant les étudiants du Parti. Les conditions quantitatives pour la constitution de sections E.S.U. sont trop restrictives et ont du reste été peu souvent respectées ; enfin, la notion de "groupe local" d'étudiants correspond à une structure de travail valable essentiellement au début d'une implantation et destinée à disparaître dès que le groupe est assez développé pour se transformer en section E.S.U. intervenant efficacement dans son milieu.

III - Proposition d'article 8 bis.

Dès que leur nombre est suffisamment développé dans toute ville ou établissement d'enseignement supérieur (10 membres), les étudiants du P.S.U. sont en principe regroupés dans des sections étudiantes dont l'ensemble forme l'organisation des Etudiants Socialistes Unifiés (E.S.U.)

Les E.S.U. se réunissent chaque année en Conférence Nationale Etudiante (C.N.E.).

La C.N.E. élit un Secrétariat National Etudiant (S.N.E.) qui représente les E.S.U. dans les instances nationales du Parti et vis-à-vis de l'extérieur et assure la direction politique du mouvement. Les membres des sections E.S.U. doivent en principe être âgés de moins de 26 ans. Les E.S.U. disposent d'un règlement intérieur modifiable en C.N.E.

ANNEXE 2PROJET DE REGLEMENT INTERIEUR DES E.S.U

1°) L'organe délibératif souverain des E.S.U. est la C.N.E. annuelle qui se tient aux alentours de Pâques.

2°) Des Assemblées Générales de Secrétaires de Section sont convoquées dans l'intervalle des C.N.E. chaque fois que se pose un problème grave dépassant les compétences du S.N.E. ou que ce dernier est incomplet. Elles sont convoquées soit par le S.N.E. soit par 6 sections représentant au moins 100 adhérents.

3°) La représentation des sections à la C.N.E. est proportionnelle à leur nombre de membres tant au point de vue des mandats que des délégués.

L'unité de base de la représentation est définie par le S.N.E. sous réserve que toute section si petite soit-elle puisse disposer d'au moins un délégué.

Les A.G. de secrétaires de section comportent un seul délégué par section, quel que soit le nombre de mandats.

4°) La C.N.E. annuelle élit le Secrétariat National Etudiant au scrutin de liste majoritaire. Le vote est secret. Le candidat au poste de secrétaire national pour chaque liste figure obligatoirement en tête de cette liste. Les membres de la liste élue se réunissent aussitôt après leur élection pour se répartir les autres responsabilités. Aussitôt après, les décisions sont portées à la connaissance de la C.N.E.

5°) Le S.N.E. se compose d'au moins 10 membres résidant à Paris et 3 résidant en province.

6°) Le S.N.E. se réunit toutes les semaines en séance plénière ou en formation restreinte (par secteur d'activité).

7°) En cas de conflit quelconque au sein des E.S.U. ou entre les E.S.U. et le Parti, il appartient aux instances statutaires du Parti de trancher en connaissance de cause.